

Communiqué de presse

Qualité de vie et transition écologique des territoires

4^{ème} édition de l'Observatoire des usages et représentation des territoires

La 4^{ème} édition de notre Observatoire des usages et représentations des territoires le montre : **les inquiétudes des Français à l'égard du changement climatique ne cessent de s'intensifier.**

La multiplicité des évènements qui lui sont liés et donc son expérience de plus en plus concrète amènent désormais **près d'un Français sur 5 à se dire très inquiet des conséquences du changement climatique sur la qualité de vie** au sein de sa région. Le lien désormais clairement établi dans l'opinion entre la situation de l'environnement et du climat et nos modes de vie contemporains, génère **de fortes attentes de changement**. Pour autant, notre Observatoire révèle un **fort sentiment d'inaction** de la part des acteurs jugés les plus à même de s'emparer du sujet, et une **confiance très relative dans la capacité des territoires à réduire leur vulnérabilité** aux conséquences du changement climatique.

Cet Observatoire vise à explorer en profondeur les comportements et les représentations des Français face aux impacts du changement climatique sur leur territoire et leur qualité de vie, et mieux comprendre les attentes et besoins selon les profils. Plus largement, il permet de comprendre les mutations en cours dans le rapport au(x) territoire(s), en cartographiant les imaginaires et les modes de vies associés à la transition écologique.

Retour sur les principaux enseignements de cette 4^{ème} édition.

Le logement : un sujet sensible

- Les résultats de cette 4^{ème} édition de l'Observatoire confirment l'extrême importance accordée par les Français à leur cadre de vie et ultimement à leur logement. Une importance à mettre en lien avec le recentrage sur soi et sur la sphère domestique qui, même s'il lui préexistait, s'est trouvé largement amplifié depuis la crise sanitaire. Pour preuve : le fait de « **vivre dans un logement où l'on se sent en sécurité et où l'on dispose d'intimité** » arrive **en tête des éléments synonymes d'une vie réussie**, devant le fait de « bénéficier de temps pour ses proches », « la paix intérieure » ou encore « l'épanouissement personnel, la réalisation de soi ». Et très loin devant « l'aisance financière », « l'engagement pour une cause » ou la « réussite sociale et une belle carrière professionnelle ».
- Dans ce contexte, il est donc notable de constater que si près de 8 Français sur 10 considèrent vivre dans un logement adapté à leur mode de vie, **plus d'un sur cinq (21%) le considère en revanche inadapté à ses besoins**. C'est notamment le cas des habitants des urbains, des plus modestes, des locataires et de ceux ne disposant pas de jardin.
- Les points noirs ? Tout d'abord la **qualité technique** du logement dont 32% des Français se disent insatisfaits, et en premier lieu de son **isolation thermique**. Vient ensuite la performance énergétique : un motif de mécontentement à rapprocher du fait que **près de 3 Français sur 10 indiquent rencontrer des difficultés à régler leurs factures d'énergie**.

L'importance accordée au cadre de vie n'a jamais été aussi forte

- Parallèlement, l'importance accordée au cadre de vie continue de se renforcer. Elle s'illustre notamment par ces **55% de Français qui aimeraient déménager et vivre ailleurs**, dont 24% qui y aspirent « beaucoup ». Si la volonté de changer de logement influence ces envies d'ailleurs (70%), 73% des Français qui souhaitent déménager le feraient pour **changer de cadre de vie**. Une motivation dont il convient de noter qu'elle **devance même nettement l'aspiration à la propriété (48%)** !
- En outre, la **priorité accordée au lieu de vie sur sa situation professionnelle** s'accroît encore par rapport à 2021 : 50% des actifs occupés qui aimeraient vivre ailleurs pourraient changer de situation professionnelle pour réaliser leur projet (+6 points / 2021). 17% conserveraient leur poste actuel mais pratiqueraient du télétravail (+3 pts). A noter encore que ce dernier **facilite en effet le passage à l'acte** : 42% des actifs en télétravail à temps complet et souhaitant vivre ailleurs comptent concrétiser leur aspiration, pour seulement 32% de ceux qui n'ont pas recours au télétravail ou seulement partiellement.
- Les attributs du cadre de vie idéal évoluent peu : le fait **se sentir en sécurité** et vivre proche de **grands espaces de nature** restent en tête des aspirations des Français quant à leur lieu de vie, devant le souhait de d'être proche des commerces et des services, de disposer de beaucoup d'espace. A noter : **seuls 13% des Français considèrent le dynamisme économique du territoire** comme un critère de choix de leur cadre de vie.

- Un Français sur 4 mentionne également « un **environnement favorable à la santé** » comme critère important de son cadre de vie idéal. C'est même le 1^{er} critère pour près d'un Français sur 10. Celui-ci étant défini avant tout comme un environnement calme, moins stressant et moins pollué mais également comme offrant des services de santé (médecins, hôpitaux).
- Ce faisant, rien d'étonnant à ce que les **petites villes ou les villes moyennes** incarnent le mieux les aspirations des Français tant elles semblent permettre de concilier les bénéfices de la proximité des aménités avec le calme, la tranquillité et la nature. Dans l'idéal, 30% des Français aimeraient ainsi vivre dans une petite ville ou un village en périphérie d'une grande ville, 22% dans une ville de taille moyenne et 18% dans une petite ville ou un village éloigné des grands pôles urbains.

Faire « communes » : le besoin de lien social

- Une aspiration à des cadres de vie « apaisés », et d'une ville « à taille humaine » à même de favoriser les liens entre ses habitants. **72% des Français trouvent ainsi important d'avoir des échanges réguliers avec les habitants** de leur territoire, dont 17% pour qui c'est très important. Pour favoriser ces échanges, les personnes interrogées attendent surtout des **espaces et moments de convivialité** (fêtes de quartier, espaces partagés pour exercer des activités - fablab, ressourceries, potagers partagés...) ou encore des lieux de convivialité.
- De fait, cette 4^{ème} édition de l'Observatoire révèle une **hausse de la sociabilité** : 82% des Français indiquent qu'il leur arrive souvent de parler avec leurs voisins (+ 5 points par rapport à 2021), 60% de s'entraider entre voisins (+5 points) et 42% de participer à des activités avec leurs voisins ou d'autres habitants de leur territoire (+8 points).
- Une hausse des interactions sociale qui va de pair avec un **recul du sentiment d'isolement**, même si celui-ci reste relativement élevé : 34% des Français indiquent se sentir seuls là où ils habitent, dont 8% « souvent ». Ce sentiment d'isolement est nettement plus élevé chez les jeunes, notamment les étudiants (53%).

Le changement climatique : une inquiétude ici et maintenant

- Les préoccupations des Français à l'égard des enjeux environnementaux n'ont fait que se renforcer au cours des dernières années. **Les craintes suscitées par le changement climatique sont multiples**, témoignant de l'anxiété en la matière. On note cependant une **nette hausse des craintes liées à l'accès aux ressources** : dans un contexte marqué par les épisodes de sécheresse et les débats autour des mégabassines, 60% des Français (+ 12 points par rapport à 2021) redoutent une diminution des ressources d'eau potable, dont 32% pour qui c'est la première des craintes. Dans la continuité, 40% redoutent que le changement climatique ne provoque l'augmentation des crises alimentaires et des famines (+12 points). Les risques pour la biodiversité (41% de citations) et la fonte des glaciers (34%) arrivent avant les migrations de populations (28%) et la prolifération des maladies (28%, en baisse de 13 points par rapport à 2021).
- En conséquence, **près des ¾ des Français se disent inquiets des effets du changement climatique sur la qualité de vie au sein de leur région**, dont 19% très inquiets. Une préoccupation plus marquée chez les jeunes (plus d'un quart se disent très inquiets) et les urbains, et qui nourrit les envies d'ailleurs : **40% des**

personnes inquiètes des conséquences du changement climatique au sein de leur territoire seraient susceptibles de déménager pour cette raison (en hausse de 3 points par rapport à 2021).

- Parmi les conséquences les plus redoutées : l'intensification des **épisodes de sécheresse** (48% de citations) ou les **canicules** (46%) devançant les risques de pluies intenses (32%) ou les feux de forêt (31%, en hausse de 16 points par rapport à 2021).
- Et face aux fortes chaleurs, les Français ne sont pas tous logés à la même enseigne, au sens propre. Si 69% indiquent que **leur logement leur permet de bien supporter les épisodes de canicule**, 28% répondent que ce n'est pas le cas, et près d'un Français sur 10 (9%) pas du tout. Outre le logement, le territoire joue également un rôle dans le vécu des canicules. Et les Français **sont partagés s'agissant de la capacité de leur territoire à s'adapter aux épisodes de fortes chaleurs** : 45% estiment vivre dans un territoire qui n'y est pas adapté, dont 11% pas du tout adapté. Les espaces de fraîcheur ou ombragés font le plus défaut aux Français estimant leur territoire inadapté aux canicules.
- Des constats qui expliquent notamment la **hausse de l'importance accordée à la nature en ville**. Pour 84% des Français, l'introduction ou le développement de la nature en ville est important, et même très important pour 40% d'entre eux (+ 4 points par rapport à 2021). **L'apport de fraîcheur et la protection de l'environnement** arrivent en tête des bénéfices attribués à la nature en ville, devançant nettement la dimension esthétique.

Des tensions sur le front de l'action face au changement climatique

- Face aux craintes suscitées par le changement climatique et par son expérience de plus en plus concrète, plus de 9 Français sur 10 pensent qu'il **conviendrait de modifier nos modes de vie** pour limiter leur impact sur l'environnement et le climat (+ 3 points par rapport à 2021). Ils sont même plus de deux tiers à estimer que des changements importants (44%) voire radicaux (20%) sont nécessaires.
- Mais ces attentes se heurtent à un **fort sentiment d'inaction**, notamment de la part des acteurs jugés les plus prompts à agir. Ainsi, **30% des personnes interrogées positionnent l'État** comme l'acteur qui serait le plus efficace pour lutter contre le changement climatique, devant les citoyens (22%) et les grandes entreprises privées (16%). Mais dès lors qu'il s'agit de savoir qui agit le plus, ce sont les citoyens qui se placent en 1^{ère} position (28% de citations) devant... « personne » (18%). Seuls 16% répondent l'État, à égalité avec les associations et les ONG, et bien devant les grandes entreprises (7%).
- Ce sentiment d'inaction serait-il susceptible de générer une forme de **lassitude à l'égard des « petits gestes » en faveur de l'environnement**, voire de la réactance ? De fait, on observe un recul par rapport à 2021 de l'engagement dans des changements de comportements en matière de consommation, de logement ou encore de vacances et loisirs afin de réduire l'impact de nos modes de vie sur l'environnement.
- A noter que les Français interrogés se montrent **réservés quant à la capacité d'action de leur territoire**. Les collectivités locales arrivent en bas de tableau à la fois comme acteur jugé le plus efficace (7% de citations) ou celui qui agit le plus (6%) dans la lutte contre le changement climatique. Et de fait, **37% disent avoir confiance dans la capacité de celui-ci à anticiper et réduire sa vulnérabilité** aux conséquences du changement climatique (+4 points par rapport à 2021) quand 49% pensent l'inverse, dont 12% qui n'ont pas du tout confiance.

Méthodologie

La 3^{ème} édition de l'Observatoire des usages et représentations des territoires s'appuie sur une enquête auprès d'un échantillon de 4000 personnes représentatif de la population de France métropolitaine âgée de 18 à 75 ans.

L'enquête a été réalisée en ligne par L'ObSoCo sur le panel Bilendi du 2 au 15 juin 2023.

La représentativité de l'échantillon a été établie suivant la méthode des quotas selon les critères suivants : âge, sexe, région et taille de l'agglomération de résidence, catégorie socioprofessionnelle et niveau de diplôme.

Afin d'assurer une bonne représentativité des différentes strates du territoire, celle-ci a été établie non seulement au niveau national mais également au niveau régional. A l'issue du terrain de l'enquête, les données ont été redressées (au niveau régional, puis au niveau national) sur l'ensemble des critères ayant servi de quotas.

A propos de L'ObSoCo

Nous sommes dans une période de transformation profonde de la société, de l'économie et du commerce. Aspiration des individus à vivre et consommer « autrement », fragmentation croissante de l'espace public et des marchés, défiance généralisée à l'égard des entreprises et des institutions, défi de la contrainte écologique, disruptions technologiques, tensions durables sur le pouvoir d'achat des ménages... le système de développement capitaliste est en mutation. Dans son sillage, ce sont les modèles économiques d'entreprise et l'organisation des activités visant la satisfaction des attentes des citoyens et consommateurs qui sont en cours de redéfinition vers de nouvelles formes de création de valeur. Ce contexte exige de se doter de nouveaux concepts et se forger de nouvelles grilles de lecture, permettant d'appréhender la nouveauté et d'accompagner les acteurs économiques dans leurs stratégies d'adaptation. Cette vision fonde la vocation de L'ObSoCo.

www.lobsoco.com

Contact : Agnès Crozet – Directrice associée – a.crozet@lobsoco.com – 09 81 04 57 85

L'ADEME EN BREF

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources. Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, économie circulaire, alimentation, mobilité, qualité de l'air, adaptation au changement climatique, sols... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions. À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, du ministère de la Transition énergétique et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

www.ademe.fr

A propos de Bouygues Construction

Avec 32 400 collaborateurs intervenant dans 60 pays, Bouygues Construction conçoit, réalise, et réhabilite les infrastructures et les bâtiments essentiels pour une société durable. Partout dans le monde, les équipes accompagnent le développement des infrastructures de productions d'énergies et de transports publics bas carbone et apportent leur expertise dans la conception, la construction et la réhabilitation des bâtiments et quartiers essentiels à la vie (santé, éducation, travail, tourisme, loisirs, services publics, défense, etc.). L'engagement des équipes s'appuie sur trois priorités absolues : culture sécurité, respect des droits humains et éthique.

En 2021, Bouygues Construction a réalisé un chiffre d'affaires de 12,8 milliards d'euros (intégrant les activités énergies et services cédées le 1er janvier 2023 à Equans).

A propos de France Ville Durable

Créée en décembre 2019, France Ville Durable est une association loi 1901, fruit de la convergence entre l'Institut pour la Ville Durable (IVD) et le réseau Vivapolis initié par l'Etat. Elle a pour mission d'accélérer la transformation durable et résiliente des territoires en France. France Ville Durable fédère toutes les parties prenantes professionnelles de la ville durable, réunies au sein de quatre collèges à la gouvernance partenariale et équilibrée : collectivités locales, entreprises, Etat et experts de la ville.

Acteur-clé et singulier dans son écosystème, l'association compte actuellement une centaine de membres et travaille en étroite collaboration avec le Ministère de la Transition Écologique. Ses membres bénéficient de formations et d'ateliers, de groupes de travail sur des thèmes d'expertise transversale, d'échanges autour des meilleures pratiques et expériences locales.